

REPORTAGE

LANNION (CÔTES-D'ARMOR) -
envoyé spécial

Le 24 novembre, la pluie et le vent balaient l'imposante tour de télécoms de la technopole de Lannion (Côtes-d'Armor). Érigé en 1963 à la naissance de cette petite « Silicon Valley » regroupant près de 400 entreprises, l'édifice de 80 mètres, au sommet flanqué d'antennes-relais, témoigne d'une époque révolue : celle où la cité bretonne, berceau des télécoms en France, rayonnait à travers le monde grâce aux innovations de ses ingénieurs dans le téléphone, le Minitel ou les satellites. Aujourd'hui, la ville et sa technopole redoutent le pire pour l'un de ses piliers historiques, Nokia. Le fabricant d'équipements de réseaux a annoncé, le 19 novembre, un septième plan de suppression de postes dans l'Hexagone depuis le rachat d'Alcatel-Lucent, en 2016, sur fond d'investissements dans la 5G moins élevés qu'espéré.

Sur la base du volontariat, le géant finlandais compte tailler dans ses troupes françaises à hauteur de 427 employés, dont 84 à Lannion, soit un cinquième de ses effectifs dans l'Hexagone. Situé au cœur de la technopole, le site ne comptera plus que 380 salariés environ, alors qu'il en employait plus de 950 en 2016, et 2500 en 2003. De quoi ébranler le moral de ses ingénieurs et de ses chercheurs, dont beaucoup craignent la mort à petit feu. « C'est cuit ! », déplore un ingénieur proche de la soixantaine devant l'entreprise, qui a requis l'anonymat, comme tous ceux interrogés. Après « plus de vingt-cinq ans » passés dans le groupe, il critique une stratégie visant à « désosser » progressivement le site, jusqu'à le faire « disparaître ».

Colère identique pour ce cadre de la même génération, spécialiste des services de télécoms, dépit par le « démantèlement de cet énorme savoir-faire industriel ». Dans le viseur de la réduction d'effectifs et à quelques années de la retraite, il envisage de « prendre le plan » pour profiter de ses conditions financières. « Ce n'est pas une belle façon de partir : je n'avais pas l'intention de finir ma carrière comme chômeur », se désole-t-il, lui qui n'a jamais connu qu'Alcatel puis Nokia, et s'est installé à Lannion il y a plus de vingt ans.

UN GOÛT AMER

Les responsables syndicaux du site ne se font, eux non plus, pas d'illusions. « On a bien compris que le site était sacrifié », fustige Olivier Legendre, délégué CFDT, jugeant que « les gens sont écoeurés et complètement résignés ». Un mince espoir était pourtant apparu, en novembre 2021, quand Nokia avait annoncé l'ouverture d'un « centre européen d'excellence en cybersécurité » à Lannion, en faisant miroiter « une centaine de recrutements ». Non seulement cette promesse n'a pas été tenue, mais le dernier plan prévoit de « supprimer presque tous les postes cyber existants », se désole Jean-François Schmitt, délégué CFE-CGC.

Le déclin de Nokia a un goût particulièrement amer pour Paul Le Bihan, le maire (Parti socialiste) de Lannion, qui est entré dans le groupe en 1982, du temps d'Alcatel, et y a travaillé quarante ans. Dans son bureau, une grande carte de la ville, réalisée à partir de composants électroniques, rend hommage à la technopole, née aux débuts des années 1960 à la faveur de la politique de décentralisation et d'industrialisation du général de Gaulle. La

fresque rappelle que « toute l'histoire de Lannion est liée à ce plateau [technologique] », insiste l'édile. Sans cela, la ville, qui compte plus de 20 000 habitants, « serait restée un petit bourg de 8 000 ou 9 000 habitants ». « Tout le dynamisme du Trégor [ancienne division administrative et religieuse en Bretagne] vient de là », renchérit-il.

L'élus rappelle que Nokia constitue, avec son voisin Orange Labs – le centre de recherche et développement de l'opérateur –, l'un des « deux piliers » de la technopole, qui emploient, à eux deux, près de 1 500 personnes. Quand l'un d'eux rencontre « des difficultés plus ou moins passagères (...), cela fait mal, insiste M. Le Bihan. A Lannion, tout le monde connaît quelqu'un qui y travaille, ou y a travaillé ».

Nokia et Orange Labs sont les héritiers de deux établissements renommés sans lesquels la ville ne serait jamais devenue le « berceau des télécoms » en France. L'actuel

Entre 1960 et 1980, à Lannion, techniciens et ingénieurs passent de quelques centaines à près de 5 000

centre de recherche d'Orange n'est autre que l'ancien Centre national d'études des télécommunications (CNET), qui a érigé la célèbre tour de télécoms. En 1963, c'est son directeur de l'époque, le polytechnicien Pierre Marzin, qui a convaincu le gouvernement de l'implanter dans la ville où il est né. Une initiative qui répondait au souhait de l'Etat stratège de non seulement redynamiser la Bretagne, qui se vidait de ses habitants, mais aussi de rattraper le retard français dans la téléphonie, jugée essentielle pour le développement et la souveraineté du pays.

« BRAS D'HONNEUR »

Mais le CNET et ses chercheurs n'arrivent pas seuls dans la nouvelle zone industrielle de Lannion : plusieurs établissements et entreprises de pointe y font aussi leur nid. C'est le cas du Centre de télécommunication par satellite de Pleumeur-Bodou, à quelques kilomètres de là. Construit en neuf mois seulement, son radôme, une sphère de 50 mètres de haut protégeant une antenne géante de 340 tonnes, réalisera, le 11 juillet 1962, une première mondiale : la diffusion en direct d'images télévisées par satellite entre l'Europe et les Etats-Unis. Il y a aussi la Compagnie industrielle des télécommunications (CIT), filiale de la Compagnie générale d'électricité, l'ancêtre d'Alcatel.

Cette dernière va dès lors industrialiser et vendre les innovations

du CNET. Outre ses avancées dans les câbles optiques, la visiophonie ou encore l'invention du Minitel, ses commutateurs numériques vont révolutionner la téléphonie. A partir des années 1970, ces matériels, essentiels pour gérer les flux d'appels, se vendent comme des petits pains en France puis à l'international.

Ils contribueront à l'essor de la CIT, rebaptisée entre-temps CIT-Alcatel après la fusion des deux entreprises en 1968, qui deviendra, vingt ans plus tard, numéro deux mondial des équipements de télécoms avec le rachat des activités européennes de l'américain International Telephone & Telegraph. Ce statut sera conforté, en 2006, par le mariage avec Lucent, son homologue outre-Atlantique, qui donnera naissance à Alcatel-Lucent. Ce développement transformera Lannion en une place forte du secteur : entre 1960 et 1980, le nombre de techniciens et d'ingénieurs passe de quelques centaines à près de 5 000.

Mais, aujourd'hui, Lannion a depuis longtemps tourné la page de ces années fastes, et le radôme s'est converti en musée des télécoms. Dès les années 1980, les évolutions technologiques provoquent les premiers plans sociaux. La concurrence internationale, qui s'intensifie dans les années 1990, puis l'écroulement de la bulle Internet, dans les années 2000, précipitent les fermetures d'usines.

Après avoir enchaîné les fu-

« On a bien compris que le site était sacrifié, les gens sont écoeurés et résignés »

OLIVIER LEGENDRE
délégué CFDT

sions, les restructurations massives et les errements stratégiques, Alcatel-Lucent, qui garantissait l'indépendance de la France dans les équipements de télécoms, passe en 2016 sous pavillon finlandais. Si soucieux aujourd'hui de souveraineté industrielle, c'est Emmanuel Macron, alors ministre de l'économie, qui a déroulé, à l'époque, le tapis rouge à Nokia. De son côté, si Orange Labs a annoncé, en mars, un investissement de 50 millions d'euros pour rénover ses vieilles bâtisses, ses effectifs ont fondu de 1 700 à 1 000 chercheurs en vingt ans.

La technopole, qui englobe désormais les pôles de Lannion et de Guingamp, n'a pas disparu, mais elle a changé de visage. Si les activités liées aux télécoms, au numérique ou à la photonique représentent 5 300 de ses 8 600 emplois, la « Trégor Valley » s'est développée dans la santé, l'alimentation ou la défense. Les pouvoirs publics continuent d'encourager cette diver-

sification pour ne plus dépendre d'un secteur et protéger le tissu économique : « On se désintoxique de notre dépendance aux historiques [Nokia et Orange] », résume Loïc Chesnais-Girard, président (divers gauche) de la région Bretagne. Ainsi, « si Nokia tousse, tout le monde ne va pas s'enrhumer », renchérit Eric Bothorel, député (Rennaissance) des Côtes-d'Armor. Une stratégie payante, selon Erven Léon, vice-président de Lannion-Trégor Communauté. Chargé de l'économie et de l'emploi, il loue « la résilience » de la technopole, qui a gagné 900 emplois entre 2014 et 2024.

Cela n'empêche pas M. Chesnais-Girard de fustiger les incessantes suppressions de postes à Nokia. Le président de la région Bretagne ne décolère pas contre « ces groupes qui vont à Chooze France [les événements de l'Elysée à l'intention des entreprises, où Nokia s'est rendu en mai 2023] pour dire combien c'est formidable d'avoir le crédit d'impôt recherche, et qui, après, font des bras d'honneur aux élus locaux et abiment des écosystèmes stratégiques ». Le cas de Nokia irrite également le ministère de l'économie. Celui-ci « regrette amèrement » les coupes d'effectifs, et entend « vérifier que des activités qui ont été aidées, comme la cybersécurité, ne sont pas supprimées », fait valoir une source proche de Bercy. Celle-ci rappelle le caractère « indispensable » des « compétences en recherche et développement » du fabricant d'équipements de télécoms, qui a l'avantage d'être un acteur européen.

Mais ces considérations paraissent secondaires pour Nokia. L'équipementier entend d'abord boucler son dernier « programme mondial de réduction des coûts » dans lequel les dernières réductions de postes s'inscrivent, justifie un porte-parole. En outre, le géant finlandais n'a pas hésité à annoncer ses coupes d'effectifs, le 19 novembre, le jour même où son PDG, l'Américain Justin Hotard, présentait, depuis New York, un plan stratégique tourné vers l'intelligence artificielle et les centres de données. A Lannion, plusieurs salariés n'y voient qu'une confirmation que leur avenir n'est, désormais, plus une priorité. ■

PIERRE MANIÈRE



Au centre du technopole, le site de Nokia toujours en activité. A Lannion (Côtes-d'Armor), le 2 décembre. LOUISE QUIGNON POUR « LE MONDE »

PLEIN CADRE

A Lannion, berceau français des télécoms, le lent déclin de Nokia

Alors que le géant finlandais réduit sans cesse les effectifs de son site breton depuis dix ans, beaucoup redoutent son retrait de ce bastion historique du secteur en France